

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 Valence

Valence, le 13/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LA SEAUVE**

La Seauve  
26400 La Roche-Sur-Grane

Références : 20260310-RAP-DAEN0312  
Code AIOT : 0006112678

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2026 dans l'établissement LA SEAUVE implanté La Seauve 26400 La Roche-sur-Grane. L'inspection a été annoncée le 14/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LA SEAUVE
- La Seauve 26400 La Roche-sur-Grane
- Code AIOT : 0006112678
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les caractéristiques du parc sont :

N° des Permis de construire : n°PC2627702C003, (7 février 2008) transfert : n°PC2627702C0031 (9 août 2010), modificatif : PC n°02627702 C0003-1 (13 juillet 2011)

Mise en Service : décembre 2020

Fabricant : ENERCON modèle E70

5 éoliennes de 2,3 MW unitaire

La hauteur du mât est de 62 mètres.

Hauteur totale : 100 mètres

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Suivi environnemental n°2	AP Complémentaire du 03/12/2021, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
5	Préservation des chiroptères	AP Complémentaire du 03/12/2021, article 3.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
6	Accès au site	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration OREOL	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2-II.	Sans objet
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 15/10/2019, article 5	Sans objet
4	Préservation des chiroptères	AP Complémentaire du 03/12/2021, article 3.1	Sans objet
7	Accès aux équipements	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
8	Identification, prescription pour les tiers	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
9	Extincteurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est à jour de sa déclaration OREOL et ses garanties financières.

Un bridage chiroptères est présent et a été renforcé dans le temps.

Il est demandé à l'exploitant de choisir un bridage couvrant le mieux la guilde des noctules.

Des actions sont attendues sur la reprise de l'orientation de l'éclairage.

Une bobine en bois est à évacuer du site.

Un cadenas "carré pompier" sera installé sur la barrière.

Une articulation avec les services du SDIS et de la DDT a été faite concernant l'accessibilité et les

moyens d'extinctions sur site.  
Les fondations des éoliennes sont suivies.  
La signalisation sur site est conforme.  
Les extincteurs du site ont été vérifiés il y a moins d'un an.

Enfin, le balisage aéronautique fonctionnait le jour de l'inspection sur les 5 éoliennes.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Déclaration OREOL

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2-II.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration OREOL
<b>Prescription contrôlée :</b>  II. - A compter de la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration doit être réalisée, et le cas échéant mise à jour dans un délai maximal de quinze jours après chacune des étapes suivantes :  - le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale prévue par l'article R. 181-12 du code de l'environnement ;  - le dépôt d'un dossier au préfet pour le renouvellement de l'installation ;  - la déclaration d'ouverture du chantier de construction d'un ou plusieurs aérogénérateurs y compris, le cas échéant, pour le renouvellement de l'installation ;  - la mise en service industrielle des aérogénérateurs y compris, le cas échéant, après leur renouvellement ;  - le démarrage du chantier de démantèlement de l'installation ;  - la scission d'un parc éolien en plusieurs parcs.  Lorsque l'étape correspondante a déjà été réalisée à la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration est réalisée dans les six mois après cette publication.
<b>Constats :</b>  Sur relance de l'inspection, la déclaration OREOL du parc éolien a été renseignée et publiée par l'exploitant le 20 janvier 2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/10/2019, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'exploitant réactualise tous les cinq ans le montant de la garantie financière [...]
<b>Constats :</b>  Le 19 août 2024, l'exploitant a actualisé et renouvelé ses garanties financières conformément aux prescriptions de son arrêté préfectoral.  La garantie financière a été renouvelée jusqu'au 30 novembre 2029.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Suivi environnemental n°2**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/12/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi environnemental n°2
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place un suivi environnemental, complémentaire à celui réalisé en 2021 permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Ce suivi doit couvrir la période allant du 1er mars au 31 octobre 2022. Ce suivi est à renouveler dans les 12 mois si ce dernier met en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. de l'arrêté ministériel modifié du 26 août 2011 susvisé.
<b>Constats :</b>  Des suivis environnementaux de mortalité avifaune et chiroptères ont été menés en 2021 et 2022. Un suivi complémentaire pour l'alouette lulu a été mené en 2023.  Un bridage en faveur des chiroptères s'est avéré nécessaire dès le premier suivi pour ce parc éolien (fin 2021).  Le bridage en place couvre à minima 90 % de l'activité générale des chiroptères.  <b>Il a été rappelé à l'exploitant que désormais les suivis environnementaux permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères doivent être réalisés à minima tous les 10</b>

**ans d'exploitation (sauf s'il est mis en évidence un impact significatif entre-temps). Ainsi le prochain suivi « décennal » est à réaliser à partir de décembre 2030 pour ce parc.**

Concernant le suivi complémentaire de l'Alouette Lulu, le bureau d'études propose de laisser une plate-forme (celle de l'éolienne E5) sans entretien pour éviter que l'espèce vienne nicher au pied d'une éolienne.

Cette proposition a été transférée au service Biodiversité de la DREAL pour analyse.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant sous 2 mois :

- 1) d'évaluer, en lien avec son bureau d'étude, les différents scénarios de bridage espèce par espèce, pour voir notamment comment les noctules sont actuellement couvertes et quel bridage permettrait de les couvrir au mieux.
- 2) de se positionner sur un pattern de bridage parmi ceux évalués, et en maximisant le bridage sur les noctules, en argumentant le cas échéant sa position sur la perte en productible occasionnée. La DREAL demande à minima 90 % pour la guilde la plus menacée, celle des noctules.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 4 : Préservation des chiroptères**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 03/12/2021, article 3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bridage des éoliennes par vent faible

**Prescription contrôlée :**

Un asservissement (par arrêt préventif) des 5 éoliennes est effectué.

Le bridage retenu est le suivant :

- Vitesses de vents inférieures à 5 m/s (à hauteur de moyeu des éoliennes),
- Températures supérieures à 10 °C,
- Du coucher au lever du soleil,
- De mi-mai au 31 octobre.

La régulation est ajustable selon les conclusions des suivis environnementaux de mortalité et l'accord de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes.

**Constats :**

L'exploitant a démontré qu'il avait mis en place l'asservissement révisé par le bureau d'études lors du suivi de 2022.

Ce dernier bridage est plus renforcé par rapport à celui de l'arrêté préfectoral complémentaire du 03/12/2021.

L'exploitant suit le bon fonctionnement de son bridage grâce à une analyse interne de ses données.

La moyenne globale sur l'ensemble du parc éolien s'élève à 91,87 %, ce qui permet de conclure que le bridage est globalement bien appliqué sur la centrale de La Seauve.  
Sur le mois d'octobre 2025 l'activation du bridage a été démontrée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Préservation des chiroptères

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 03/12/2021, article 3.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eclairage nocturne

**Prescription contrôlée :**

Concernant l'éclairage nocturne (autre que le balisage aéronautique réglementaire) sur le parc éolien, les prescriptions suivantes sont respectées :

- utilisation d'un éclairage non automatisé ;
- orientation de l'éclairage vers le sol et réduction de la portée ;
- utilisation d'un éclairage aux couleurs chaudes (jaune, rouge avec filtre si nécessaire).

**Constats :**

L'exploitant a fourni un bon de commande et un traçage de modification de l'éclairage pour les cinq éoliennes.

Concernant l'inclinaison du projecteur il a été constaté que les éclairages doivent orienter plus vers le sol. L'exploitant a indiqué que son turbinier procédera à la reprise du réglage lors de la prochaine opération de maintenance.

S'agissant de la température de couleur, l'exploitant a indiqué que la lampe installée est de type halogène. Sa fiche technique indique une couleur chaude, comprise entre 2 900 K et 3 000 Kelvins.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant fournira une justification sous 1 mois de la reprise de l'orientation de l'éclairage.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 6 : Accès au site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accès au site
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b>  Le site dispose d'une voie d'accès carrossable et entretenue pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.  Une barrière non cadenassée est présente ainsi qu'un panneau indiquant "Accès interdit sauf ayants droits".  Il a été constaté la présence d'un déchet (bobine en bois) à évacuer.  <u>Hors prescription contrôlée :</u>  Suite à questionnement auprès de la DDT 26, l'arrêté de défrichement du 7 janvier 2011 précise :  "La fermetures des voiries précitées devra être effectuée au moyen d'un panneau type B0 avec la mention « sauf ayant droit ». Si le choix est fait d'installer des barrières, leur système de fermeture devra être normalisé par un « carré pompier » "  L'exploitant s'est engagé aux actions suivantes :  « L'accès au parc éolien s'effectue par une unique voie.  Cette dernière est équipée d'une barrière. Un système de fermeture muni d'un carré pompier sera installé lors de notre prochain passage sur site.  Je vous confirme également la présence d'un panneau B0 à proximité immédiate de cette barrière. »  Par ailleurs, l'arrêté de défrichement demande 120 m <sup>3</sup> disponibles durant deux heures de capacité d'eau. Il a été constaté sur site la présence deux réserves de 60 m <sup>3</sup> . Suite à questionnement auprès de la DDT 26 les 2 citernes de 60 m <sup>3</sup> sont bien intégrées comme fonctionnelles dans la base de donnée DFCI partagée avec le SDIS. La barrière DFCI est à rajouter dans la base.  L'exploitant a fourni le devis et le bon de commandes des citernes incendie qui ont été installées.  Le SDIS 26 et DDT 26 ont été informés des éléments en retour de l'exploitant à la DREAL sur l'accessibilité et les citernes.



<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
La bobine en bois est à évacuer sous 1 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 7 : Accès aux équipements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès aux équipements
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté que les cinq éoliennes sont fermées à clé</p> <p>Les constats suivants ont été faits sur les fondations :</p> <p>Éolienne E4 : une partie de l'anneau cimenté est manquante.</p> <p>L'exploitant indique qu'après échange avec le turbinier, le défaut observé reste sous surveillance. En cas d'infiltration avérée, un joint de type Triflex sera appliqué.</p> <p>Éolienne E1 : deux désordres faibles et quelques petites fissures sont visibles. Vous préciserez la nature des désordres et les actions correctives nécessaires à mettre en œuvre (avec</p> <p>L'exploitant a indiqué :</p> <p>Le premier défaut identifié correspond à un simple éclat en bordure, sans conséquence structurelle : il s'agit d'un défaut esthétique uniquement.</p> <p>Le second défaut fait l'objet d'une surveillance régulière. Si l'ouverture venait à dépasser 0,3 mm, une imprégnation à la résine sera réalisée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Identification, prescription pour les tiers**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Identification, prescription pour les tiers
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.  Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :  <ul style="list-style-type: none"><li>- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li><li>- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li><li>- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li><li>- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât.  Un panneaux réglementaire ICPE est présent à chaque plate-forme, à l'entrée du parc et près du poste de livraison.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Extincteurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Extincteurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a justifié la vérification annuelle des extincteurs dans les éoliennes et le poste de livraison.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite